

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/WGTI/W/51
18 septembre 1998

(98-3573)

Groupe de travail des liens entre
commerce et investissement

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA TURQUIE

La Mission permanente de la Turquie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 5 août 1998, en demandant qu'elle soit distribuée aux Membres.

Expérience de la Turquie en matière d'accords d'investissement bilatéraux

Le développement de l'investissement étranger direct (IED) a accru l'importance des investissements pour l'économie mondiale. Parallèlement à cette tendance, la nécessité d'un cadre commun pour favoriser les entreprises grâce à une meilleure prévisibilité et accroître encore l'IED est apparue. Ainsi, les accords d'investissement bilatéraux (AIB) sont devenus l'un des instruments juridiques les plus importants pour l'investissement étranger privé.

La Turquie a commencé à négocier de tels accords en vue de créer et de maintenir des conditions propices à l'IED afin de nourrir sa croissance économique au cours de la seconde moitié des années 80, lorsqu'une politique libérale et flexible a été adoptée pour l'investissement étranger dans le cadre du programme de restructuration de l'économie lancé au début de la décennie. Il s'agissait essentiellement d'assurer, de cette façon, un traitement équitable, prévisible, transparent et non discriminatoire de l'investissement étranger.

La Turquie a signé, à ce jour, 53 AIB, dont 28 sont entrés en vigueur (tableau 1). L'objectif poursuivi en concluant ces accords a changé au fil du temps. À mesure que les investissements d'entreprises turques à l'étranger se sont accrus, les AIB sont devenus un des principaux moyens d'offrir de meilleures conditions aux investisseurs turcs à l'étranger, la plupart des pays d'accueil n'ayant pas de régime prévisible et transparent d'IED. Actuellement, les négociations se poursuivent avec dix pays.

Les AIB conclus par la Turquie établissent des droits et des obligations identiques pour les deux parties. Leurs dispositions sont généralement axées sur le traitement accordé aux investisseurs étrangers par les pays d'accueil et imposent aux gouvernements de ces pays des obligations de fond concernant le traitement réservé aux investisseurs, une fois que ceux-ci ont été admis, ainsi que des règles strictes de protection de leurs investissements. Cette situation s'explique par le fait que les engagements à long terme sous forme d'investissements étrangers exigent un climat de certitude et de prévisibilité ainsi que diverses garanties pour compenser le risque qui leur est inhérent. Le plus souvent, ces obligations comprennent:

- une clause de "traitement général" reprenant les normes du droit international (le "traitement juste et équitable" ou toute autre clause similaire);

- une obligation d'accorder le traitement national ou NPF qui revient à accorder aux investisseurs et à leurs investissements le traitement le plus favorable (national ou NPF).

Ces obligations n'affectent pas le droit de réglementer l'admission des investisseurs étrangers. Les parties peuvent habituellement conserver les limites qu'elles ont fixées ou le contrôle qu'elles exercent déjà sur l'admission. Les participants gardent la possibilité de prévoir des exceptions afin de protéger leurs intérêts vitaux, par exemple dans les domaines de la sécurité nationale et de l'ordre public:

- Définition de l'investissement et de l'investisseur. Les accords donnent une définition large de l'investissement (biens meubles et immeubles, actions et autres types de parts dans des entreprises ou des sociétés commerciales, créances liquides investies pour créer des richesses liées aux investissements, droits d'auteur, droits de propriété industrielle, droits conférés par la loi ou au titre de contrats de conduire des activités économiques et commerciales relatives notamment à la prospection, à la mise en valeur, à l'extraction et à l'exploitation de ressources naturelles), y compris la propriété intellectuelle et d'autres actifs, aussi bien corporels qu'incorporels. Tous les secteurs et toutes les branches sont censés être couverts par l'accord.
- Promotion et protection des investissements. Chaque partie s'engage à accorder le traitement NPF aux investisseurs et aux investissements de son partenaire.
- Traitement des investissements. Les parties acceptent d'accorder un traitement équitable aux investisseurs et aux investissements de leur partenaire.
- Expropriation. Les conditions et les règles d'expropriation sont énoncées. L'expropriation et la nationalisation sont autorisées pour des raisons d'utilité publique et à condition d'être non discriminatoires et de donner lieu à une indemnisation rapide, suffisante et efficace conformément au droit international coutumier.
- Indemnisation des pertes. Le traitement NPF est accordé en ce qui concerne les pertes subies sur le territoire des parties contractantes en raison de guerres, de troubles civils ou d'autres événements similaires.
- Transferts. Le libre transfert des paiements à l'étranger au titre des investissements et, en particulier, des bénéfices des investisseurs, est garanti. Il convient de souligner ici que tout transfert est assujéti aux déductions applicables (par exemple aux impôts). Les investisseurs ont le droit de transférer sans délai des fonds dans le pays ou hors de celui-ci aux taux de change du marché.
- Règlement des différends entre une partie contractante et un investisseur de l'autre partie contractante. Les parties doivent d'abord chercher à régler leur différend à l'amiable. Au cas où elles n'y parviendraient pas, le différend est soumis à un tribunal d'arbitrage compétent de la partie contractante sur le territoire de laquelle les investissements ont été effectués ou à l'Institut d'arbitrage de la Chambre de commerce de Stockholm, ou encore à une instance d'arbitrage *ad hoc*, conformément aux règles d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. Les investisseurs ont le choix entre des tribunaux locaux ou un arbitrage international en cas de différends entre l'investisseur et l'État. La sentence arbitrale est définitive et contraignante pour les deux parties au différend. Chaque partie contractante s'engage à exécuter la sentence conformément à sa législation.

- Règlement des différends entre les parties contractantes. Le règlement des différends entre les parties contractantes concernant l'interprétation et l'application d'un accord s'effectuera au moyen de négociations directes et constructives. Si le différend persiste, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre partie contractante à une instance d'arbitrage. Une telle instance est constituée pour chaque affaire.

L'effet des accords d'investissement bilatéraux sur l'entrée d'IED en Turquie, ou autrement dit la façon dont ils ont contribué à la croissance de ces investissements, sont mal connus, les AIB n'étant qu'un des moyens auxquels il est possible de recourir pour inspirer confiance et créer dans le pays d'accueil un climat plus propice aux investissements. Toutefois, si l'on observe l'évolution des autorisations d'investissement selon le pays d'origine, on peut soutenir que les accords bilatéraux n'ont eu aucun effet marquant sur la croissance des entrées d'IED en Turquie (tableau 2).

L'expérience acquise est beaucoup trop limitée pour évaluer l'efficacité des règles de protection instituées par les AIB. On peut toutefois faire observer que leurs dispositions relatives au règlement des différends favorisent les négociations, évitant ainsi à ces différends de s'envenimer.

L'analyse de l'expérience turque en matière d'AIB montre que ces accords n'entraînent pas automatiquement un accroissement de l'entrée d'IED. Ils sont importants, en revanche, pour inciter des entreprises étrangères à envisager, à tout le moins, la possibilité d'investissements dans un pays donné.

TABLEAU 1

Liste des accords d'investissement bilatéraux conclus et signés par la Turquie

État	Signature	Entrée en vigueur
Albanie	01.06.1992	26.12.1996
Allemagne	20.06.1962	05.12.1965
Autriche	16.09.1988	01.01.1992
Bangladesh	12.11.1987	21.06.1990
Bélarus	08.08.1995	20.02.1997
Belgique-Luxembourg	30.06.1989	04.05.1990
Bulgarie	06.07.1994	22.09.1997
Chine	13.11.1990	20.05.1994
Corée du Sud	14.05.1991	04.06.1994
Danemark	07.02.1990	01.08.1992
États-Unis	03.12.1985	18.05.1990
ex-République yougoslave de Macédoine	14.07.1995	27.10.1997
Finlande	13.05.1993	23.04.1995
Hongrie	14.01.1992	22.02.1995
Japon	12.02.1992	12.03.1993
Kazakstan	01.05.1992	10.08.1995
Kirghizistan	28.04.1992	31.10.1996
Koweït	27.10.1988	25.04.1992
Moldova	14.02.1994	16.05.1997
Ouzbékistan	28.04.1992	18.05.1995
Pakistan	16.03.1995	03.09.1997
Pays-Bas	27.03.1986	14.11.1989
Pologne	21.08.1991	19.08.1994
Roumanie	24.01.1991	07.04.1996
Royaume-Uni	15.01.1991	22.10.1996
Suisse	03.03.1988	21.02.1990
Tunisie	29.05.1991	07.02.1993
Turkménistan	02.05.1992	13.03.1997

État	Signature
Algérie	03.06.1998
Argentine	18.05.1992
Azerbaïdjan	09.02.1994
Bosnie-Herzégovine	21.01.1998
Croatie	12.02.1996
Cuba	22.12.1997
Égypte	04.10.1996
Espagne	15.02.1996
Estonie	04.06.1997
Fédération de Russie	15.12.1997
Georgie	30.07.1992
Indonésie	25.02.1997
Iran	21.12.1996
Israël	14.03.1996
Italie	22.03.1995
Jordanie	02.08.1993
Lettonie	18.02.1997
Lituanie	11.07.1994
Malaisie	25.02.1998
Maroc	08.04.1997
Nigéria	08.10.1996
République tchèque	30.04.1992
Suède	11.04.1997
Tadjikistan	06.05.1996
Ukraine	27.11.1996

Pays avec lesquels les négociations se poursuivent

Chili
Émirats arabes unis
France
Mongolie
Norvège
Portugal
Qatar
Singapour
Thaïlande
Uruguay

TABLEAU 2

Ventilation des IED autorisés par pays d'origine
(en millions de dollars EU)

Pays d'origine	Années														
	1980-84	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	TOTAL
France	43,08	14,92	8,31	33,11	43,71	233,42	669,06	249,18	353,75	223,15	255,29	476,05	2 370,35	103,94	5 077,32
États-Unis	268,20	21,71	24,53	61,07	129,75	137,49	127,84	460,87	197,55	248,34	158,32	231,37	179,44	174,48	2 420,96
Pays-Bas	39,28	8,70	2,40	20,40	68,30	149,21	34,11	280,30	272,90	179,42	194,02	559,32	338,61	206,11	2 353,08
Allemagne	144,66	22,49	45,26	105,58	101,61	130,95	145,88	196,41	202,46	146,37	223,46	392,13	226,47	281,59	2 364,32
Suisse	233,34	20,01	53,29	82,52	115,49	167,22	127,74	109,08	203,51	136,11	54,29	327,75	156,84	50,28	1 837,47
Royaume-Uni	28,73	26,49	22,83	102,61	129,65	280,72	286,41	80,82	109,34	120,49	47,42	161,37	164,80	122,25	1 683,93
Italie	22,40	0,10	4,83	6,09	40,58	74,20	65,86	180,66	119,66	419,29	164,00	98,67	43,24	124,50	1 363,98
Japon	0,05	3,45	2,63	111,53	69,18	73,78	102,71	54,59	36,60	237,06	125,92	283,84	21,14	126,68	1 249,16
Arabie saoudite	4,95	4,36	75,77	7,27	17,32	11,05	4,63	43,95	34,07	15,08	8,44	11,81	8,98	10,11	257,79
Canada	7,52	0,00	5,54	0,58	9,76	6,21	2,24	51,26	22,63	58,31	37,37	41,33	1,42	0,38	244,55
Belgique	13,99	0,16	17,12	4,50	3,85	29,85	18,07	8,27	20,00	21,10	13,43	36,20	70,18	7,61	264,33
Corée du Sud	0,00	0,00	0,20	1,65	0,48	1,01	17,25	0,94	10,29	93,30	0,53	15,94	30,99	17,88	190,46
Bahreïn	3,33	6,00	0,95	0,04	1,07	0,58	4,35	6,92	49,70	26,92	11,95	6,44	18,44	4,46	140,15
Danemark	21,36	6,90	4,67	2,05	0,58	31,64	15,76	4,73	3,66	5,21	8,57	3,63	0,44	13,68	122,88
Singapour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,05	29,73	25,83	9,67	14,07	16,03	1,32	18,13	6,17	8,35	128,35
Suède	0,66	0,85	1,03	6,88	3,97	12,01	15,65	13,96	14,39	6,25	8,70	11,84	22,09	7,52	125,80
Iran	12,59	2,78	7,09	8,03	11,17	12,07	5,48	3,23	8,95	5,80	3,96	5,63	5,35	9,58	101,71
Société financière internationale (SFI)	4,46	0,00	0,00	2,13	0,70	5,86	8,57	6,09	10,47	1,70	20,98	9,76	7,30	3,62	81,64
Panama	0,89	0,67	20,36	2,06	16,10	3,73	3,02	1,74	2,55	0,58	2,11	17,53	0,13	0,00	74,47
Autriche	2,82	0,16	0,90	1,06	4,85	8,15	6,53	8,36	8,83	5,55	3,59	32,82	11,20	8,42	103,34
EAU	16,06	0,00	4,64	1,03	3,14	3,68	6,04	8,04	0,32	3,39	0,31	0,23	0,60	0,58	48,06
Syrie	4,42	1,70	1,71	2,65	5,53	4,21	11,13	3,56	0,99	2,69	1,69	1,49	10,47	4,58	56,82
Divers	102,82	93,04	59,94	92,40	43,68	105,17	157,00	184,63	123,27	91,25	131,94	195,04	142,32	391,60	1 914,10
TOTAL	975,61	234,49	364,00	655,24	820,52	1 511,94	1 861,16	1 967,26	1 819,96	2 063,39	1 477,61	2 938,32	3 836,97	1 678,20	22 204,67